Synergies Roumanie n° 10 - 2015 p. 103 -116

La Roumanie et la Yougoslavie entre les deux guerres: évolution, coopération, construction de la sécurité. Interprétations constructivistes

Laura M. Herța
Université Babeș-Bolyai, Faculté d'Etudes Européennes,
Département de Relations Internationales et Études Américaines, Roumanie
laura.herta@euro.ubbcluj.ro

Résumé

Cet article vise à analyser l'évolution comparative de la Roumanie et de la Serbie (et plus tard de la Yougoslavie) entre la Première Guerre mondiale et la Seconde Guerre mondiale. La problématisation centrale va insister sur la coopération entre les deux pays et les moyens par lesquels ils se sont perçus mutuellement, ainsi que la manière dont ils ont construit leurs identités d'États alliés. L'objectif principal est de montrer que, dans la période entre les deux guerres, la Roumanie et la Yougoslavie ont réussi à reproduire une *formation culturelle d'un bon voisinage* déjà construite à travers la relation Serbie-Roumanie depuis le début du XXe siècle.

Mots-clés: La Roumanie, la Yougoslavie, l'entre-deux-guerres, le constructivisme, l'analyse comparative

Romania and Yugoslavia during the interwar period: evolution, cooperation, security construction. Constructivist interpretations

Abstract

This article aims at comparatively analyzing the evolution of Romania and Serbia (and later of Yugoslavia) from the First World War until the Second World War. The pivotal problematizing aspects will tackle the cooperation between two states and the ways in which they perceived each other, but also the ways in which the two states built and shaped identities as allies. The main goal is to show that during the interwar period Romania and Yugoslavia managed to reproduce and perpetuate *a cultural formation of good neighbourhood*, already shaped by Romanian-Serbian relations at the beginning of the 20th century.

Keywords: Romania, Yugoslavia, interwar period, constructivism, comparative analysis

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)

Introduction

La plupart des auteurs ayant étudié le sujet des Balkans au cours de cette période considère que les problèmes des Balkans qui ont précipité le déclenchement de la Première Guerre mondiale se trouvent dans les questions nationales non résolues et les causes immédiates de la guerre sont enracinées dans la force du nationalisme serbe, intensifiée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à l'Empire des Habsbourg et dans les conséquences des mouvements yougoslaves au sein de la monarchie (Jelavich, 2000 : 103 ; Ch. et B. Jelavich, 1999 : 305). L'incident qui a marqué le début proprement dit de la guerre a impliqué l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, au cours d'une visite à Sarajevo par Gavrilo Princip, un jeune bosniaque. Selon Charles et Barbara Jelavich, l'assassinat comporte deux aspects dignes être examinés: d'une part, la responsabilité du gouvernement de Serbie, et, de l'autre, la peur d'activités yougoslavistes qui a déterminé l'Autriche-Hongrie de déclarer la guerre à la Serbie. Un autre consensus parmi les historiens indique que l'ultimatum donné à la Serbie par l'Autriche-Hongrie a été délibérément formulé en sorte que Belgrade le refuse, y compris les demandes de suppression de toutes les publications contre les Habsbourg et des sociétés secrètes, la participation des officiers autrichiens dans les enquêtes en Serbie relatives à l'assassinat, l'arrestation et le licenciement des personnes impliquées dans l'incident. Le gouvernement serbe a accepté tous les conditions de cet ultimatum, à l'exception de la participation des autorités austro-hongroises aux enquêtes, ce qui signifiait une attitude marquée par l'obéissance et la « capitulation apparente » de la Serbie (Wolff, 1956 : 96 et Ch. et B. Jelavich, 1999 : 308-309). Toutefois, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie. La Russie s'est mobilisée pour soutenir la Serbie, l'Allemagne a décidé de soutenir la monarchie austro-hongroise; La Première Guerre mondiale a exposé la suivante disposition des forces entre les grandes puissances: d'une part, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Turquie, tandis que la Russie, la France, la Grande-Bretagne, et plus tard, l'Italie et les États-Unis, d'autre part.

Nous notons brièvement les circonstances qui ont marqué la participation à la Première Guerre mondiale, des pays des Balkans qui constituent le cœur de notre investigation, la Serbie et la Roumanie, et les conséquences de cette participation pour chacun. Comme on l'a déjà noté, la Serbie était *ab initio* un acteur actif de la Première Guerre mondiale; pendant la guerre, le pays a été directement impliqué dans les hostilités, enregistrant des pertes considérables (Jelavich, 2000 : 110-111). La Roumanie, d'autre part, était au début du XXe siècle sous l'influence de l'Autriche-Hongrie (en dépit des sentiments internes profrançais, la politique étrangère conçue et maintenue par Carol faisait de la Roumanie un allié de la double monarchie, ce qui l'avait placé dans le camp de la Triple Alliance). Cependant,

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)

dans les années précédant la guerre les relations avec Vienne se sont détériorées en raison de la situation de Transylvanie, tandis que ceux avec la Russie s'amélioraient. Barbara Jelavich estime qu'en 1914 la Roumanie était en position extrêmement avantageuse pour négocier et pour évaluer les gains potentiels. L'armée roumaine était considérée comme forte et les belligérants des deux côtés avaient besoin du pétrole et du blé roumain. D'une part, l'État était lié aux Puissances Centrales par un traité de défense, que Carol avait l'intention de respecter; de l'autre part, Ion C. Brătianu, animé par de fortes convictions de filière françaises et par une haute habilité spéculative et diplomatique, était intéressé à obtenir des gains territoriaux plus grands. L'équilibrisme diplomatique efficace de Brătianu a abouti à une série de négociations entre la Roumanie et les deux parties (Jelavich, 2000 : 113 et *passim*). Barbara Jelavich note que la Russie a promis la Transylvanie à la Roumanie, en échange de garder la neutralité, en même temps avec la décision de l'Allemagne de promettre l'annexion de la Bessarabie dans les mêmes conditions. Par la suite, la Russie a cédé aussi à la Roumanie les territoires de Bucovine habités par les roumains. La mort de Carol et l'arrivée sur le trône de Ferdinand ont facilité l'entrée de la Roumanie en guerre aux côtés des Alliés, en 1916 (Ch. et B. Jelavich, 1999 : 330-345). Le théâtre de la guerre a été fortement affecté par les événements de Russie en 1917, et l'armée roumaine a été vaincue. Au début de 1918, la Roumanie avait quitté le conflit, après la signature du Traité de Bucarest, recevant la Bessarabie, mais cédant Dobrogea. En quelques mois, l'implication américaine dans la guerre et l'échec de l'offensive allemande ont inversé le cours de la guerre; la Roumanie entrait de nouveau en guerre et ses troupes occupaient les territoires réclamés (Ch. et B. Jelavich, 1999 : 330-345). En parallèle, Belgrade a été libéré (la ville a été conquise par les armées des Puissances Centrales en 1915) et l'armée serbe a occupé la Bosnie-Herzégovine et la Voïvodine.

La Première Guerre mondiale s'est terminée victorieusement pour les pays des Balkans d'intérêt central pour nous. Ses conséquences politico-territoriales ont conduit à la formation de la Roumanie étendue, par rejoindre la majorité des territoires revendiqués et la création du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Suivant l'accord final après-guerre, la Roumanie a reçu la Transylvanie, la Bessarabie, la Crişana et la Bucovine, ainsi qu'une partie du Banat, tandis que l'autre partie de ce territoire a été attribuée au nouvel État yougoslave; ces gains ont été le résultat des négociations habiles du gouvernement de Bucarest par son attitude et ses insistances rationnellement calculées par Brătianu et ils ont transformé la Roumanie en ce que Barbara Jelavich appelle « le gagnant incontestable de la table des négociations ».

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)

Nous nous pencherons sur cette région du Banat pour voir si les discussions sur la division territoriale modifie en quelque sorte les bonnes relations et dépourvues d'irréconciliable endémique, que nous avons identifiées jusqu'à ce moment, entre Belgrade et Bucarest. Charles et Barbara Jelavich notent que l'intention du gouvernement roumain était d'annexer l'ensemble du Banat, jusqu'à la rivière Tisza, tel que stipulé dans le traité de Bucarest en 1916; cet argument a été doublé par la partie roumaine par le fait que « la province était une entité économique et politique indivisible ». Les statistiques roumaines mentionnées par les auteurs révèlent l'existence de 600 000 Roumains en Banat, 385 000 Allemands, 358 000 Serbes et 240 000 Hongrois. Roumanie voulait maintenir l'unité de la province invoquant que la population allemande de la région aurait préféré l'appartenance à la Roumanie au détriment de la Yougoslavie (Ch. et B. Jelavich, 1999 : 354). D'autre part, les troupes serbes avaient déjà occupé un quartier dans le Banat, où la majorité était des Serbes, et le déploiement de ces troupes auraient été difficile. La solution yougoslave, qui a été soutenue par les puissances alliées et finalement mis en œuvre, insistait sur « la division de la région suivant les lignes de supériorité numérique ethnique. Ainsi, une nouvelle frontière à été définie par laquelle en Roumanie ne restait que 56 000 Yougoslaves et en Royaume des Serbes, Croates et Slovènes que 75 000 roumains » (Ch. et B. Jelavich, 1999 : 354). Le gouvernement serbe avait aussi demandé plus que ce qui a été finalisé en dessinant la nouvelle frontière (invoquant des arguments portant sur la composition ethnique de la population, la nature culturelle et historique et des motifs stratégiques); Pašić soutenait depuis 1914 que « la future frontière de la Serbie devrait couvrir le Banat incluant Orşova sur Danube, Timişoara avec les territoires jusqu'à Mureş et ses bouches à Tisza, la Roumanie recevant Lipova, Lugoj et Arad » (Cvetković; Milin; Mrakić, 2011: 42). Suivant les chiffres fournis par d'autres historien et chercheurs, dans la partie roumaine du Banat ont été englobés environ 60 000 de minoritaires Serbes et Croates, tandis que dans le Banat serbe 80 000 Roumains sont restés (Milin, Milin, 2009 : 55). Environ 40 000 de Serbes, devenus minorité nationale en Roumanie, « vivaient en communautés compactes dans les zones frontalières, certains en Haute Banat, dans la région de Timişoara, et une autre partie dans le Détroit de Banat, sur la rive gauche du Danube. » (Cvetković; Milin; Mrakić, 2011: 41).

Menant une analyse *in extenso* sur les questions territoriales d'intérêt maximal pour les États des Balkans et les conflits émergents, Stevan Pavlowitch affirme que « la question de Banat était la plus facile, puisqu'elle séparait deux voisins qui étaient d'ailleurs en bonnes relations » (Pavlowitch, 2002 : 215) et que de toutes les divisions et les disputes territoriales avec d'autres voisins, « seulement

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)

la division de l'ancien Banat hongrois entre la Roumanie et la Yougoslavie, tout en laissant de nombreux Serbes et Roumains de l'autre côté, avait clos effectivement la contestation » (Pavlowitch, 1971 : 55). Même si la nouvelle frontière n'a pas été le résultat d'un accord direct entre Belgrade et Bucarest, mais elle est apparue « après une entente entre les gouvernements roumain et serbe et les représentants des grandes puissances lors de la Conférence de paix à Paris » (Cvetković; Milin; Mrakić, 2011: 41) et bien que les discussions lors de la conférence sur le Banat eussent durées près d'un an et demi, nous croyons que le rapport Belgrade-Bucarest n'a pas été marqué par des frottements majeurs; *au contraire*, nous estimons que solution acceptée pour la division du Banat contraste avec d'autres enjeux territoriaux essentiels pour la Serbie ou la Roumanie (nous nous référons à des litiges prolongés que le nouvel Etat yougoslave a eu avec l'Italie et l'animosité ressentie par le perdant de la Première Guerre mondiale dans les Balkans, à la Bulgarie après l'inclusion de la Macédoine en Yougoslavie, au conflit majeur débuté lors de la délimitation de la frontière entre la Roumanie et la Hongrie, ainsi que les controverses sur l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie).

Les objectifs des Serbes en 1914 n'étaient pas bien définis, mais certainement incluaient l'obtention de la Bosnie-Herzégovine et une sortie à la mer Adriatique (cf. Jelavich, 2000 : 117). La déclaration de la guerre contre les Serbes par l'Autriche-Hongrie a conféré de la légitimité à la lutte pour unir les Slaves du Sud et du ressort émotionnel à l'irrédentisme; en outre, cela a transformé en victime le peuple serbe, qui s'est assumé l'identité-rôle de petit État combattant contre les puissances impérialistes intransigeantes (Pavlowitch, 2002 : 200-201), la lutte étant psychologiquement alimentée par le trauma récente de la perte de la Bosnie-Herzégovine et politiquement justifiée par l'appel à la libération et l'unification de tous les Slaves du Sud. Le résultat a été la création de leur état, la Yougoslavie. Prenant l'utilisation de la littérature de spécialité, à partir de maintenant, nous allons parler du nouvel État yougoslave (des Slaves du Sud), à savoir le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en utilisant le nom de Yougoslavie, bien que le titre officiel n'a été enregistré qu'en 1929. En outre, comme le montre Aleksa Djilas, « la Yougoslavie est en effet ce que son nom signifie dans toutes ses langues slaves du sud (macédonien, croato-serbe ou serbo-croate et slovène): le territoire des Slaves du sud » (A. Djilas, 1991: 1). Charles et Barbara Jelavich affirment que la proclamation et la formation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes « a marqué l'aboutissement de longues négociations qui ont eu lieu pendant la guerre et l'aboutissement évolutif de la politique serbe » (Ch. et B. Jelavich, 1999 : 348). Les années de guerre ont déformée la vision de Pašić sur l'organe de direction des Slaves du Sud (surtout après 1917, lorsque la chute de la Russie tsariste était synonyme de

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)

la disparition du plus grand partisan de la Serbie), de sorte que les dirigeants serbes, même si au départ auraient préféré être les représentants de tous les Yougoslaves, ont accepté la formule du Comité Yougoslave (Ch. et B. Jelavich, 1999 : 333) en tant que représentant des Slaves du Sud de la monarchie et, après leur union avec les Serbes, le nouvel État a été dirigé par la dynastie Karagheorghević. Ainsi, en Octobre 1918, les dirigeants politiques des Croates et des Slovènes ont formé un Conseil national (*Narodno Vijeće*), un forum des Yougoslaves qui était différent du Comité yougoslave et du gouvernement serbe (Ch. et B. Jelavich, 1999), et proclamé l'unification des Serbes, Croates et Slovènes de la Double Monarchie. Par la suite, le Conseil a voté l'union avec la Serbie et le Monténégro, formant un nouveau royaume des Slaves du Sud. Le Prince Régent Alexander (Aleksandar) a proclamée officiellement l'Union le 1er Décembre 1918 (voir, *inter alia*, Ch. et B. Jelavich, 1999 : 348-349; Jelavich, 2000 : 119 et Pavlowitch, 2002 : 202-203).

La création de la « Grande Roumanie » et du nouvel État yougoslave réclamait, dans les deux cas, l'adoption d'un système d'organisation interne pour faire face à de nouvelles réalités, à savoir un grand nombre de minorités nationales. Voici comment Charles et Barbara Jelavich présentaient les carences du système politique adopté, dans leur analyse comparative:

> *Tout comme en Serbie, après la guerre, les officiels de Roumanie ont eu à décider quel type de relations allait exister entre le pays et les nouvelles provinces, ces dernières ayant leur histoire et leurs traditions propres. Comme leurs homologues de Belgrade, les décideurs politiques roumains ne prévoyaient d'autre choix que d'agrandir leur propre système politique dans le pays entier. [...] Comme en Yougoslavie, la structure future de la politique roumain à être déterminée par un traitement non réceptif et insensible venant du gouvernement central par rapport aux nouvelles provinces, qui, souvent, étaient plus évoluées* (Ch. et B. Jelavich, 1999 : 357-358).

Précisément en raison des aspects défectueux de l'organisation interne, Barbara Jelavich estime que, dans la période entre les deux guerres, les questions nationales ont été particulièrement aigues dans le cas de la Roumanie et de la Yougoslavie, les pays des Balkans qui avaient acquis le plus grand nombre de minorités ethniques.

Les régimes nationaux des deux pays des Balkans allaient s'avérer bientôt intransigeants dans la relation avec *les étrangers* (le terme qui a été souvent utilisé pour désigner les citoyens appartenant aux minorités nationales) que les anciens empires (cf. Jelavich, 2000 : 128-129).

Une brève analyse sur la politique intérieure des deux pays présente des caractéristiques locales de la confrontation entre les visions démocratiques et

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)

l'autoritarisme, dans le contexte des questions nationales improprement abordées et de l'ascension de l'extrême droite autochtone (pour la Roumanie), respectivement celle d'inspiration fasciste italienne (pour la Yougoslavie), et l'ascension de l'extrême gauche, par l'importation d'un modèle alternatif d'inspiration soviétique dans les deux pays (Herța, 2012).

La Roumanie et la Yougoslavie dans la coopération dans les Balkans

En parallèle avec la fragilité manifeste de l'ordre de la démocratie parlementaire, troublée par l'ascension des visions alternatives de l'extrême gauche et l'extrême droite, qui ont cumulativement vicié la politique intérieure de la Roumanie et de la Yougoslavie, les politiques extérieures des deux pays avaient tendance à des plans de coopération, visant à renforcer leur position en Europe centrale et orientale. La Synergie des intérêts de politique extérieure roumaine et yougoslave visait la construction d'un système de sécurité, en raison de l'inefficacité et de la précarité des garanties contenues dans le traité de Trianon.

Les premiers efforts à cet égard, menés par la diplomatie des deux pays, ont cherché à renforcé les dispositions de Trianon, dans le but d'affaiblir les menaces potentielles révisionnistes de la Hongrie. La déclaration de Belgrade en Août 1920 (signée par la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie), suivie par le traité d'alliance entre la Yougoslavie et la Roumanie en Juin 1921 (Hitchins, 1998 : 425) et le traité entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie en Avril 1921, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie se donnaient mutuellement des assurances en vue de garantir leur statut international, a d'abord été ridiculisée par la presse hongroise comme « la Petite Alliance ». Son nom a été gardé (Pavlowitch, 2002 : 240), cette forme de coopération, encore embryonnaire, a été aussi connue comme la Petite Entente. La convention roumano-yougoslave d'alliance défensive, tout comme celle roumano-tchécoslovaque en outre, respectaient pleinement le statut de la Société des Nations à travers la totalité de leur contenu et approfondissaient les relations amicales entre les trois pays. Eliza Campus estime que « les liens étroits qui se consolidaient entre la Roumanie et la Yougoslavie ont évolué à partir du protocole B, annexé à la Convention de l'alliance, qui disposait que « si l'une des partie contractante devait se défendre contre l'agression d'un État, non indiqué par cette Convention, l'autre partie s'engage non seulement d'observer la neutralité la plus bienveillante, mais aussi de lui donner toutes les facilités selon ses possibilités politiques dans le cadre de la convention militaire » (Eliza Campus, 1980 : 254-255). Les démarches de créer une alliance défensive et antirévisionniste étaient en conjonction avec une intense activité des trois nations en tant que membres actifs de la Société des Nations à travers la participation à de nombreuses conférences

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)

internationales sur la préservation des accords de paix entre 1919-1921. Wayne Vuchinich mentionne un événement signalé par les membres de la Petite Entente, emblématique pour la consistance montrée par eux en ce qui concerne le respect des accords de désarmement: en Janvier 1929, à l'un des postes de contrôle en Autriche il a été découvert une cargaison d'armes envoyées depuis l'Italie vers la Hongrie. Les puissances de la Petite Entente ont envoyé immédiatement une note informative au Conseil de la Sociétés des Nations, appelant à la restauration des contrôles des alliés en Hongrie (Vucinich, 1969 : 41-42). Le caractère défensif de la Petite Entente est mise en évidence, suivant Hitchins, « par leur appui constant du désarmement et des accords internationaux visant à interdire la guerre comme moyen de régler les différends » et « par leur participation à des tentatives faites entre 1928 et 1933 pour parvenir à une définition de l'agression » (Hitchins, 1998 : 425).

Le soutien à une alliance de l'Europe centrale et orientale a été fourni par la France; la Roumanie et la Yougoslavie étaient intéressés à cette initiative et avaient soutenu, à leur tour, les politiques françaises de désarmement (Vucinich, 1969 : 43), avec l'amendement qu'elles ne toléraient pas de les transformer en « objets de marchandage entre autres » et non plus l'interférence directe des puissances européennes, comme dans le passé. Par conséquent, Hitchins soutient que « les Roumains [...] ont rejeté un plan français pour une confédération danubienne avancé lors de la signature du traité de Trianon, comme empiétant la souveraineté de la Roumanie. Tout au long de l'entre-deux-guerres, les Roumains étaient réticents à des projets de fédéralisation parrainés par les grandes puissances, préférant comme initiative diplomatique de rester dans les mains de leur autorités » (Hitchins, 1998 : 424).

Les représentants des diplomaties des membres de la Petite Entente étaient Nicolae Titulescu (la Roumanie), Edvard Beneš (la Tchécoslovaquie) et Bogoljub Jevtić (ministre des affaires étrangères yougoslave). L'effort concerté des trois pour rejeter les arrangements discrétionnaires politico-territoriaux des grandes puissances est démontré par leur réaction contre le soi-disant Pacte à Quatre de 1933, en vertu duquel la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie « allaient constituer « un directorat de l 'Europe », afin de définir « une ligne politique commune » dans les questions européennes, y compris la question de la révision des traités de paix » (cf. Hitchins, 1998 : 426). Il est facile à comprendre le « choc » produit par ce pacte à la Petite Entente, qui, réunie à Prague en Mai - Juin 1933, a « refusé de reconnaître le révisionnisme territorial ou le droit des grandes puissances de disposer du territoire des petits États » (Vucinich, 1969 : 43).

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)

Le rôle de Nicolae Titulescu est révélé dans toute la littérature sur cette question, et les preuves confirmant la cohérence de ses efforts sont irréfutables. Titulescu, « probablement la seule figure politique roumaine l'entre-deux-guerres vu dans les capitales européennes comme ayant une stature européenne » s'est arrogé la mission de représenter activement et régulièrement le Conseil Permanente de la Petite Entente à Londres et à Paris, « afin de convaincre les deux démocraties occidentales de ne pas faire « le jeu révisionniste » de l'Allemagne et de l'Italie » (Hitchins, 1998 : 426). La stratégie diplomatique habile de Titulescu est aussi soulignée par Misha Glenny, qui soutient que, ne voulant pas aliéner sans raison l'Allemagne nazie, Titulescu a prouvé toutefois un engagement à liens traditionnels de sécurité, économiques et culturels avec la France et a été l'acteur le plus énergique de la coopération dans les Balkans (cf. Glenny, 1999 : 452). Selon autres, « Le Roumain qui, à partir du jour même de l'arrivée des nazis au pouvoir, a concentré toutes ses énergies et son attention pour que la Roumanie et l'Europe s'opposent à Hitler » (Ionescu, 1994 : 73) a eu le parcours diplomatique suivant: ministre des Affaires étrangères en 1927 et 1928 et puis ministre de la Roumanie à Londres et président de la Société des Nations de deux années de suite, créant ainsi un précédent pour la réélection à ce poste. En 1932, il a renoncé à son poste de Londres, pour protester contre l'intention du gouvernement roumain pour rétablir des relations diplomatiques avec l'Union soviétique, sans convenir à l'avance sur la souveraineté de la Roumanie dans la question de Bessarabie. En Avril 1932, il est devenu de nouveau ministre des Affaires étrangères et a occupé ce poste jusqu'en 1936 (Ionescu, 1994 : 73).

Jusqu'à ce moment, la Petite Entente, bien qu'elle soit devenue un instrument diplomatique remarquable, elle n'avait pas acquis de la cohésion visant à apporter la coordination des intérêts économiques des États membres ou une identité-rôle politico-diplomatique efficace. Par conséquent, Titulescu, Beneš et Jevtić se sont réunis à plusieurs reprises entre 1932 et 1933, ces réunions ayant abouti à l'élaboration et l'approbation d'un Pacte d'Organisation de la Petite Entente (Hitchins, 1998 : 426) en Février 1933, officiellement signé à Genève, comme le choix du lieu visait à symboliser l'adhésion à/la coopération avec la Société des Nations (Pavlowitch, 1971 : 84). Le Pacte visait à transformer l'alliance existante dans une « communauté unie, ayant sa propre personnalité juridique distincte » (Hitchins, 1998 : 426) et à créer des institutions communes permanentes (Pavlowitch, 1971 : 84). En outre, le Pacte stipulait que « tout traité politique et tout arrangement économique ayant une signification politique, signé par un membre de la communauté, devait avoir l'approbation unanime des trois partenaires pour être engagé » (Hitchins, 1998 : 426). Le Pacte de la Petite Entente

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)

a suscité des réactions virulentes en Allemagne, Hongrie et Italie, les signataires - la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie - étant accusées d'intentions belliqueuses (Campus, 1980 : 321). Titulescu a fourni des explications nécessaires dans ses discours et ses courriers transmis à la Société des Nations, en insistant sur la confusion suivante: « Est-il possible qu'une association politique créée il y a 14 ans, reconnue comme groupe international important par la Société des Nations [...] soit soudainement devenue un instrument de désordre international tout simplement parce qu'elle avait renforcé au niveau politique et économique les liens entre ses membres? » (Titulescu cité à Campus, 1980 : 322). L'attitude de Titulescu était absolument raisonnée par les déclarations des diplomatiques yougoslaves, respectivement tchécoslovaques, qui ont réaffirmé que « le Pacte d'organisation ne contenait pas de clauses militaires, étant élaboré justement dans l'esprit de la Société des Nations » - Déclaration du ministre adjoint des Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie - (Campus, 1980 : 322).

Le Pacte de la Petite Entente n'a pas produit, cependant, les résultats attendus; l'Union économique de l'Europe centrale, envisagée par les trois diplomates, est resté un idéal, le frein étant constitué principalement par les « intérêts divergents de la Tchécoslovaquie industrialisée, d'une part, et ceux de la Roumanie et de la Yougoslavie, pays encore largement agraires, de l'autre part » (Hitchins, 1998 : 427). Le commerce extérieur de la Roumanie avec les autres partenaires de la Petite Entente était négligeable et la Yougoslavie et la Roumanie, avec des économies similaires, étaient même en concurrence dans la recherche de marchés étrangers (Hitchins, 1998 : 427). En outre, la crise économique mondiale a ébranlé davantage les efforts à cet égard. En 1934, le Conseil économique de la Petite Entente a adopté un plan pour élargissement de la coopération économique. L'échec de la coopération économique de la Petite Entente a été amplifié par l'ascension d'Hitler et les immixtions de Mussolini en Autriche et dans les Balkans (Vucinich, 1969 : 42).

Pendant cette période, la Roumanie et la Yougoslavie avaient cherché des moyens d'élargir le système de sécurité créé, par le reliant à d'autres pays des Balkans et avaient participé à une série de conférences avec la Grèce, la Turquie et la Bulgarie. Les résultats de ces conférences ont été: l'établissement d'une Chambre des Balkans de commerce et d'industrie (Istanbul 1931), d'une Union médicale et d'une Chambre de l'Agriculture (1933). Toutes ces conférences constituaient « un pacte politique qui a créé une Union douanière des Balkans et un programme de coopération sociale et culturelle » (Wolff, 1956 : 157). Ainsi naquit l'Alliance balkanique (également appelé Entente balkanique), qui signifiait l'expansion en Europe du Sud - Est des principes de sécurité régionale relevant de la Petite Entente, signée en Février 1934 par la Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce et

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)

la Turquie (Hitchins, 1998 : 427, Jelavich, 2000 : 195, Pavlowitch, 1971 : 85, Wolff, 1956 : 158, Pavlowitch, 2002 : 258, Jean-Baptiste Duroselle, 2006 : 131). Eliza Campus estime que les conditions mentionnées dans le préambule du document sont l'essence même du pacte: « Désireux de contribuer au renforcement de la paix dans les Balkans; animés par l'esprit d'entente et de conciliation qui avait régi l'élaboration du Pacte Briand - Kellogg et les décisions de l'Assemblée de la Société des Nations relatives à ce Pacte; fermement résolus à assurer le respect des engagements contractuels existants et le maintien de l'ordre territorial dans les Balkans, nous avons décidé de conclure un pacte d'Entente balkanique » (Campus, 1980 : 344). Les quatre États signataires s'engageaient à garantir mutuellement les frontières balkaniques et à s'abstenir de toute action politique « contre tout autre pays des Balkans non signataires du présent accord sans préavis » (Campus, 1980 : 345 et Pavlowitch, 1971 : 85).

Dès le début, l'Entente balkanique comptait sur la prémisse que la Bulgarie va rejoindre les autres signataires. Le roi Alexandre de Yougoslavie a effectué une visite à Sofia à cet égard et Titulescu a assuré le roi Boris III qu'il voulait que la Bulgarie signât le pacte de sécurité des Balkans. Le dernier article du Pacte stipulait que le document reste ouvert à tout pays des Balkans « dont l'adhésion sera soumise à l'examen favorable par les parties contractantes » (Campus, 1980 : 345). Toutefois, la Bulgarie est restée ferme sur les conflits territoriaux avec ses voisins (la Roumanie, la Yougoslavie et la Grèce), qui les considérait comme les bénéficiaires des gains territoriaux de 1919 au détriment de Sofia. L'adhésion de la Bulgarie aurait signifié pour les membres de l'Entente balkanique l'abandon des revendications territoriales de Sofia. L'Albanie a également rejeté l'Entente balkanique. Par conséquent, comme Pavlowitch remarquait, « l'Entente balkanique a été transformée d'une union conçue pour résister à l'agression externe dans quelque chose s'approchant à un pacte visant à décourager la Bulgarie de modifier l'accord de paix. Comme dans le cas de la Petite Entente, l'Entente balkanique n'incluait pas d'obligations contre l'une des grandes puissances et les parties contractantes se sont limitées à des intérêts communs (Pavlowitch, 1971 : 86).

Du point de vue de la direction yougoslave, la nouvelle entente était synonyme à un réseau de liens, tournant autour de la France, afin de contrer les revendications de l'Italie de Mussolini sur la zone de l'Adriatique et des Balkans. En ce qui concerne la sphère d'influence des grandes puissances dans les Balkans, la Bulgarie et l'Albanie étaient les protégées de l'Italie. La manifestation publique de l'approche franco-yougoslave a été faite par le ministre français des Affaires étrangères Barthou en visite à Belgrade, respectivement celle du roi Alexandre à Paris (Pavlowitch, 1971 : 86). L'événement sanglant d'Octobre 1934 (lorsque les

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)

deux représentants ont été tués dans une attaque organisée par les oustachis) a coupé la ligne prévue par la diplomatie yougoslave.

L'Entente balkanique a continué de la façon suivante: en 1936 elle a créé une Commission Maritime, a signé un protocole d'aviation, a commencé à créer une union des postes, télégraphes et téléphone de l'Europe centrale, a convenu sur des accords commerciaux. Pourtant, les actions de l'Italie fasciste et surtout les efforts de l'Allemagne nazie visant à saisir de nouveaux marchés pour le commerce extérieur en Europe du Sud - Est ont atrophié la cohésion de l'Entente balkanique. Wolff a noté que « chaque succès allemand ou italien [...] affaibli la Petite Entente ou l'Entente balkanique, même si indirectement » (Wolff, 1956 : 158). Absolument dépassés par la tendance de la politique européenne, indiquant une France de plus en plus vulnérable et un axe Rome-Berlin de plus en plus puissante, les États balkaniques ont cherché à renforcer leur position. En 1937, le prince Paul de Yougoslavie a cherché un rapprochement de l'Italie, l'Allemagne et la Bulgarie afin de renforcer la sécurité et de décourager les mouvements séparatistes intérieures; le pacte d'amitié signé avec la Bulgarie était un exemple de cette stratégie. Mais « l'amitié éternelle » yougoslavo-bulgare émanant de ce document préjudicié l'Entente balkanique, puisque le pacte a été signé sans consulter les partenaires de l'Entente, la Yougoslavie violant ainsi les dispositions de l'Entente balkanique, qui, par son essence était dirigée contre la Bulgarie (Wolff, 1956 : 158 et Vucinich, 1969 : 48-49). La conséquence était la préoccupation de la Grèce, alarmée par la perspective de la solidarité slave, et de la Roumanie.

Cependant, l'échec de l'Entente balkanique pour devenir une forte alliance régionale a été basé sur un élément corrosif central: l'incapacité de faire front commun contre l'immixtion des grandes puissances. Comme les historiens spécialisés dans cette question affirment, « aucun des membres de l'Entente balkanique n'était pas disposé à défendre les intérêts d'un autre membre contre une grande puissance » (Jelavich, 2000 : 195 et Pavlowitch, 2002 : 258-259). La préoccupation de la Roumanie et de la Yougoslavie concernant les intentions belliqueuses d'Hongrie, visant à récupérer les territoires perdus, ne représentait pas une priorité pour la Grèce ou la Turquie. Toutefois, la Grèce n'avait pas l'intention de se laisser entraîner dans un conflit possible italo-yougoslave autant que la Turquie se dissociait complètement de toute ingérence dans les conflits roumano-russe.

Misha Glenny résume ainsi la fragilité et l'échec des coopérations balkaniques des années 1921-1936: « Tant la Petite Entente et le Pacte des Balkans [Entente balkanique] souffraient du même défaut: ils étaient des alliances solides contre les faibles et des alliances faibles contre les forts » (Glenny, 1999 : 452).

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)

Pendant ce temps, les événements de la politique internationale produisaient des transformations majeures, ce qui détériorait la situation de la Roumanie et de la Yougoslavie et gelait la coopération dans les Balkans: L'Anschluss, par lequel l'Autriche est devenue partie du Reich; le démembrement de la Tchécoslovaquie a conduit à la dissolution de la Petite Entente; le pacte soviéto-nazi qui a déterminé le gouvernement yougoslave de reconnaître l'Union soviétique en 1940 (alors que la Roumanie avait déjà rétabli des relations diplomatiques avec l'URSS en 1934); la fragmentation de la Roumanie par l'occupation de la Bessarabie et du Nord de la Bucovine par la Russie, cédant le nord de la Transylvanie à la Hongrie et le sud de la Dobroudja à la Bulgarie.

Conclusion

Notre argumentation insiste sur le fait que la Roumanie et la Yougoslavie ont réussi à construire une amitié, les événements de la période comprise entre 1938 et 1940 les avaient surprises dans leur position d'*anciens alliés*. Du point de vue socioconstructiviste, nous notons que jusqu'à ce moment la Roumanie et la Yougoslavie ont réussi à reproduire *la formation culturelle du bon voisinage* que nous avons mentionnée précédemment, l'améliorant et la transformant dans une formation composée d'interactions continues entre les deux pays alliés, participants actifs à des microstructures de coopération, comme la Petite Entente et l'Entente balkanique. La Seconde Guerre mondiale allait suspendre toute action visant à consolider *l'identité-rôle d'alliés* des deux pays d'Europe orientale qui nous intéressent.

Dans cet article, nous avons l'intention de mettre en évidence la propension à la coopération entre les deux guerres et de faire valoir que la Roumanie et la Yougoslavie ont acquis d'identités d'États alliés. Dans l'optique analytique socioconstructiviste, nous ne pouvons pas soutenir que ces identités sont apparues *ex nihilo*. Elles représentaient l'effet cumulatif des interactions entre les dirigeants politiques de Bucarest et de Belgrade jusqu'à ce moment.

Notre recherche indique que les deux pays n'ont pas rencontré des différends insurmontables, montrant plutôt une prédisposition à la collaboration et un engagement dans les efforts de coopération régionale. Par conséquent, notre conclusion insiste sur les continuités dans la construction d'une relation de bon voisinage et, à certaines périodes, sur la formation des identités d'États alliés. Les discontinuités temporaires (la méfiance concernant l'intention de l'autrui, les relations avec la Bulgarie, par exemple, qui avait des différends territoriaux avec la Serbie et la Roumanie, le désengagement du système d'alliance entre les

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)

deux guerres dans le contexte des menaces de l'Allemagne nazie) ont interrompu la collaboration et détourné la relation d'États alliés, cependant, la Roumanie et la Yougoslavie ne se sont pas perçues comme des états ennemis, tandis que les identités égoïstes, basés sur la survie et la maximisation du pouvoir, n'ont pas prévalu dans les relations roumano-yougoslaves.

Bibliographie

Campus, E. 1980. *Din politica externă a României (1913-1947)*, Bucarest : Editura Politică

Cvetković, V.; Milin, M.; Mrakić G. 2011. Armata roşie la Dunăre, eliberarea Belgradului şi tendinţele de alipire lugoslaviei ale sârbilor din România între 1944-1945. In : Miodrag Milin (ed.), *Sârbii din România. Secvenţe şi date din istoria recentă*, Arad : Beograd

Djilas, A. 1991. *The Contested Country. Yugoslav Unity and Communist Revolution (1919-1953)*, Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press

Duroselle, J.-B. 2006. *Istoria relaţiilor internaţionale (1919-1947)*, vol. I, Bucarest: Editura Ştiinţelor Sociale şi Politice

Glenny, M. 1999. *The Balkans. 1804-1999. Nationalism, War and the Great Powers*, London: Granta Books

Herţa, L. M. 2012. *De la relaţiile româno-sârbe la relaţiile româno-iugoslave. Interpretări constructiviste (De relations roumaines - serbes à des relations roumaines- yougoslaves. Interprétations constructivistes)*, Cluj-Napoca : EFES

Hitchins, K. 1996. *România, 1866-1947*, Bucarest : Humanitas

Hitchins, K. 1998. *Românii, 1774-1866*, Bucarest : Humanitas

Hitchins, K. 2000. *A nation affirmed: the Romanian national movement in Transylvania (1860-1914)*, Bucarest : Enciclopedia

Ionescu, G. 1994. *Comunismul în România*, Bucarest : Editura Litera

Jelavich, B. 2000. *Istoria Balcanilor*, vol. I şi II, Iaşi: Institutul European

Jelavich, C.; Jelavich, B. 1999. *Formarea statelor naţionale balcanice. 1804-1920*, Cluj-Napoca: Dacia

Milin, A., Milin M. 2009. *UACDSR sau sârbii din România pe baricadele Războiului Rece*, Timişoara.

Pavlowitch, S. K. 1971. *Yugoslavia*, London: Ernest Benn Limited

Pavlowitch, S. K. 2002. *Istoria Balcanilor: 1804-1945*, Iaşi: Polirom

Vucinich, W. S. 1969. Interwar Yugoslavia. In : *Contemporary Yugoslavia: Twenty Years of Socialist Experiment*, Berkeley: University of California Press

Wolff, R. L. 1956. *The Balkans in Our Time*, Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -

BDD-A24026 © 2015 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 04:57:18 UTC)